



**Forum de la Société Civile Euro-Africaine à
Lisbonne**

15 – 17 Novembre 2007

**Déclaration Politique du Forum de la Société civile
Euro-Africaine à Lisbonne**



Nous, les participants Africains et Européens du Forum de la Société Civile qui s'est déroulé à Lisbonne du 15 au 17 novembre 2007, nous étant réunis afin de partager nos expériences et discuter de nos préoccupations, reconnaissons que les modifications du contexte national, régional et international ont créé un nouveau cadre pour les relations Euro-africaines, obligeant à modifier substantiellement. Les relations telles qu'elles étaient configurées jusqu'au présent, afin de créer, ensemble, une vision nouvelle du futur des relations entre l'Europe et l'Afrique.

Les partenariats sont au cœur du concept de développement et, comme tels, plus les liens de solidarité entre l'Afrique et l'Union européenne (UE) seront forts, plus grand sera leur impact sur le développement.

Néanmoins, la construction de tels liens prend du temps.

Ainsi, tout partenariat stratégique entre l'Afrique et l'Europe doit respecter le rythme et les agendas de chacun des acteurs engagés dans le processus, permettant que les inégalités soient atténuées et que la maturité des institutions puisse être suffisamment avancée afin qu'un équilibre de pouvoirs soit vraiment possible.

La relation future entre l'Afrique et l'Europe doit donc être enracinée dans une véritable compréhension mutuelle et le respect de chacun. Les grands principes engagés sur le plan politique doivent être clairement reflétés dans la pratique.

Ces principes incluent:

Une Responsabilité Partagée: Tout partenariat futur entre l'UE et l'Afrique doit être fondé sur un apprentissage mutuel et le respect de chacun, sur un dialogue politique honnête et la reconnaissance de l'universalité des Droits Humains. Les deux Continents doivent apprendre l'un avec l'autre ; l'UE devra être disposée à débattre et questionner ses propres politiques et sa gouvernance.

La gouvernance ne peut pas être présentée uniquement comme étant une question politique pour l'Afrique et une question technique pour l'Europe. Il doit exister, dans et pour les deux continents, une exigence politique de construction de la démocratie, dans le respect droits et devoirs affirmés dans les Traités Internationaux et Continentaux.

Il faut aussi avoir pour but un **équilibre de pouvoir entre l'UE et l'Afrique**, tant dans les relations financières et économiques que dans le dialogue politique. Des ressources doivent



êtres mises à disposition afin d'atteindre cet objectif. Tant qu'un déséquilibre persistera, ce facteur devra être pris en compte dans toute négociation internationale. Par ailleurs, atteindre un équilibre de pouvoir dans ces domaines implique que les Femmes – pièces centrales du développement- puissent accéder aux ressources et mécanismes légaux qui leur permettront d'accroître leur pouvoir économique et culturel.

Confiance: La confiance se construit sur la base du respect et de la compréhension entre les parties, à différents niveaux. C'est un processus en construction, qui se développe et est renforcé par la mise en place de politiques cohérentes, d'actions concrètes et conjointes, et l'obtention de résultats tangibles. Pourtant, le manque de cohérence politique de l'UE et l'adoption d'une pratique de « deux poids, deux mesures » dans la relation avec les pays partenaires, amène les sociétés civile Européenne et Africaine à un certain degré de scepticisme quant à l'idée qu'il s'agit bien d'une relation de partenariat. Ainsi, les accords bilatéraux de libre-échange tels qu'ils sont définis à l'heure actuelle, en particulier les Accords de Partenariat Économique (APE), sont clairement un contre-exemple de ce processus de construction d'une relation fondée sur la confiance, étant donné leur incompatibilité totale avec les objectifs de développement définis par l'UE ainsi qu'avec les principes clés du Nouveau Partenariat Stratégique, dans la mesure où ils rendent impraticables ce même processus d'intégration continental qu'ils sont censés soutenir.

En outre, pour qu'il réussisse, ce nouveau partenariat stratégique implique qu'il y ait une réelle volonté politique et la mise en place de nouvelles ressources, ce qui, à l'heure actuelle, est loin d'être évident. Ces ressources doivent aussi servir au renforcement des mécanismes et des instruments Africains déjà existants et servir à réellement atteindre les résultats énoncés et attendus.

Pour que les Sociétés civiles des deux Continents s'approprient véritablement cette vision commune des relations Europe- Afrique, ce n'est pas seulement sur le papier que le processus stratégique doit être centré sur les populations, mais surtout dans la mise en place d'actions concrètes.

Une véritable participation de la Société civile dans l'élaboration des politiques doit être assurée aux niveaux local, national et régional, par la mise en place de cadres précis de dialogue, fondés sur des institutions solides et efficaces, afin de garantir l'intégration des



perspectives d'un vaste éventail d'acteurs (en particulier des groupes plus marginalisés) dans des processus qui les concerne directement.

Cependant, institutionnaliser le dialogue ne signifie pas institutionnaliser la Société Civile. Un partenariat centré sur les populations veut aussi dire qu'il faudra créer des espaces de lieu et de temps appropriés à cette participation. Ceux-ci permettront à la diversité d'Organisations de la Société civile de contribuer aux aspects tant stratégiques qu'opérationnels de cette relation. Cette participation sera possible si elle est encouragée par un dialogue formalisé et la mise en place de mécanismes financiers ambitieux établis à cet effet.

Finalement, nous insistons sur le fait que ce processus de dialogue doit inclure des mécanismes et des instruments permettant un apprentissage mutuel, un accompagnement et un contrôle régulier ainsi qu'une évaluation et responsabilisation des deux parties, de manière à ce que ce Partenariat Stratégique soit véritablement dynamique, reflétant et répondant aux évolutions rapides du contexte dans lequel il a été forgé.

C'est dans ces conditions que les Organisations de la Société civile Africaine et Européenne, représentées à ce Forum, seront prêtes à relever le défi et agir en tant que partenaires dans la construction de cette nouvelle relation.